

Les uniformes des lycéennes nigérianes

LES militaires au pouvoir au Nigeria viennent de promulguer un nouveau programme de retour au régime civil et démocratique. Cette fois-ci, le rendez-vous est fixé à 1992. La période de transition prévue est donc de cinq ans ; elle a commencé en décembre 1987 avec les élections non partisans aux conseils locaux.

Dès cette annonce, Cheikh Abubakar Goumi, chef de file des intégristes musulmans au Nigeria, a occupé le devant de la scène. Il a formellement déclaré qu'aucun musulman n'accepterait un non-musulman comme chef d'État. Le Cheikh a également affirmé que le bipartisme de la III^e République s'organiserait autour de la division islam/christianisme, au détriment du vieux clivage Nord/Sud. En réponse à la question sur ce qu'il ferait si les chrétiens, eux aussi, refusaient un leadership musulman, Goumi répondit que la solution consisterait en un partage pur et simple du Nigeria en pays musulman et chrétien (1). En réponse, Anthony Okafor, l'archevêque catholique de Lagos, déclara que les chrétiens, eux aussi, étaient prêts « à brûler la Nation dans une guerre religieuse ».

Ces prises de position en vue du passage à la III^e République apparaissent d'ores et déjà comme étant beaucoup plus graves que les débats politiques et confessionnels autour de l'introduction de la

shari'a dans le système judiciaire nigérian en 1978. La crise qui s'en était suivie avait alors failli faire capoter le processus de transition vers la II^e République. A dix ans d'intervalle, ces deux débats montrent clairement qu'on ne saurait interpréter le renouveau religieux au Nigeria en faisant abstraction de la lutte pour le pouvoir politique.

La résurgence religieuse de 1987, animée aussi bien par les intégristes musulmans que par les chrétiens, illustre peut-être le franchissement d'un nouveau seuil dans le sectarisme communautaire qui a tant marqué la vie politique nigériane. Pour la première fois, la religion risque de se substituer à l'ethnicité et au régionalisme comme pôle intercommunautaire majeur. Le borbier libanais — un scénario désormais possible au Nigeria — montre comment celui-ci peut mettre en cause non seulement le processus de construction nationale, mais aussi la survie de l'État lui-même. Les troubles qui ont affecté le lycée d'élite de jeunes filles de Kaduna, le *Queen Amina College*, en juin et juillet 1987, sont significatifs de cette nouvelle dimension de la crise nigériane.

(1) Au Nigeria, les deux communautés étant tellement amalgamées et mixtes, l'unique moyen serait dès lors le système des « bantoustans » sud-africains.

Guerrières de la reine Amina

Les élèves du lycée Amina (il y a très peu de lycées mixtes au Nord-Nigeria), qui se sont affrontées pendant un mois, sont les héritières d'une tradition assez ancienne. La reine Amina, une célèbre guerrière du Moyen Age, a étendu les frontières de son royaume hausa de Zaria, aux pays nupe et kwararafa. Par ses campagnes militaires et politiques, Amina est peut-être la femme la plus illustre de l'histoire du Nigeria. C'est pourquoi, le gouvernement de l'État de Kaduna, qui a pris le contrôle de tous les lycées confessionnels en 1972, a rebaptisé cette ancienne école catholique, auparavant dénommée « *Queen of Apostles College* », « *Queen Amina College* ». Depuis, la répartition confessionnelle des étudiantes a changé et, aujourd'hui, le rapport musulmanes-chrétiennes est presque équilibré.

Quelles sont donc les frontières pour l'extension desquelles les « guerrières d'Amina » se sont battues cette fois-ci ? Il s'agit tout simplement de la question fondamentale des pantalons ; de l'obligation, pour les musulmanes, du port d'un pantalon sous l'uniforme scolaire. Chose banale à première vue, mais cruciale par sa dimension politique et religieuse.

Les jeunes filles (de 12 à 16 ans) de confession musulmane ont, à partir de juin 1987, commencé à revendiquer et même à s'habiller en uniforme dit musulman : des pantalons bouffants sous une robe ample, au lieu de la robe simple utilisée à l'école. Ces élèves répondaient ainsi à une campagne de sensibilisation nationale menée par les intégristes musulmans, campagne appelant les personnes de sexe féminin à s'habiller selon les normes

dictées par leur religion. La *Muslim Students Society* en particulier entreprit cette campagne auprès des écolières musulmanes, tandis que le mouvement intégriste musulman *Izala*, lui, faisait pression sur le gouvernement de l'État de Kaduna pour qu'il rende obligatoire le port de « l'uniforme musulman » à toutes les étudiantes de la confession. Avant même que le gouvernement ne prenne sa décision, un groupe de militantes d'*Amina College* adopta cet uniforme et pressa les autres élèves de l'établissement d'en faire de même. Les chrétiennes, de leur côté, lançaient une contre-campagne axée sur deux « thèmes » : d'abord, l'uniforme ayant été baptisé « musulman », elles estimaient donc qu'elles n'avaient pas à le porter ; ensuite, s'habiller suivant sa religion, ont-elles soutenu, les exposerait aux dangers de l'identification et donc aux menaces. Un problème de sécurité évidente se posait dans la mesure où les émeutes religieuses dans ce même État, trois mois auparavant, avaient causé la mort de plusieurs personnes, uniquement à cause de leur confession. On y reviendra.

Le 14 juin 1987, la *Parent Teachers Association* d'*Amina College* se réunissait pour résoudre la crise. Mais elle aussi se divisait sur une base confessionnelle ; le blocage aboutit à la fermeture de l'école le jour même pour faire baisser la tension.

Le 29 juin, le collège rouvrait ses portes. Mais, apparemment, les deux semaines de vacances forcées n'avaient fait que durcir les positions. Face à cette situation, le gouvernement décidait que deux uniformes, « musulman » et « non musulman », seraient désormais disponibles en fonction de l'option des lycéennes dans toutes les écoles de

l'État. Mais, loin d'apaiser la tension, cette mesure ne fit que creuser le fossé entre les protagonistes du conflit. La rentrée du 29 juin s'est en effet traduite par une exacerbation des divisions. Déjà opposées sur la tenue, les lycéennes de confessions différentes refusaient désormais de partager les mêmes bâtiments, chaque camp se réservant l'usage de locaux exclusifs. Dans le courant de la semaine, les chants confessionnels se transformaient en chants de guerre. Les deux camps s'armaient (bâtons, machettes...). Finalement, la situation se dégradait tellement que la police devait disperser les belligérantes au gaz lacrymogène. Au moins vingt étudiantes furent blessées et, le 7 juillet, le lycée fermait pour la deuxième fois. Dans la foulée, le gouvernement décidait également de transférer les 130 professeurs et employés du lycée, ainsi que la plupart des étudiantes, en espérant que la troisième rentrée serait la bonne.

La différenciation confessionnelle, que le port des deux uniformes, musulman et chrétien, met partout en évidence dans l'État de Kaduna, est lourde de menaces pour l'avenir (2). La directrice de *Queen Amina College*, Mme Jumai Jarma, connaît d'ailleurs au sein de sa propre famille les problèmes qui en découlent. D'origine hausa, chrétienne et pratiquante, elle est mariée à un Peul, musulman fervent. Comment cohabiter dans un tel contexte ? La question se pose pour la famille Jarma, mais plus encore pour la « famille » qui s'appelle le Nigeria. Pour comprendre comment ce problème se présente actuellement, il faut d'abord situer ce qui s'est passé à *Queen Amina College* dans son contexte social. A vrai dire, ces événements

ne sont que la continuation de la crise provoquée le 5 mars 1987 à Kafanchan, où dix-neuf personnes avaient trouvé la mort dans des émeutes opposant chrétiens et musulmans.

L'émeute de Kafanchan ou le microcosme politique

Kafanchan, une petite ville située au sud de Zaria, dans l'État de Kaduna, illustre à la perfection la crise intercommunautaire si caractéristique de la vie politique nigériane. La ville, comme l'ensemble de cette région (Sud-Zaria), est formée de deux communautés de couleurs politiques et religieuses différentes.

Il y a le groupe indigène, dit « *Netzig* », qui n'est pas un groupe ethnique comme tel, mais une constellation de groupes ethniques aux langues différentes, bien que de culture semblable. La plupart de ces groupes ont résisté à l'islamisation et sont actuellement largement christianisés et dépourvus de pouvoir. En face, campe le groupe dit « *hausa-fulani* », formé d'immigrés arrivés assez récemment : musulmans, ils détiennent le pouvoir politique et économique depuis l'imposition du système de *Native Authority Administration* par les Britanniques. Ce groupe si puissant représente une minorité statistique dans ce pays, bien qu'il contrôle le commerce, l'administration et la chefferie de la région. Il faut ajouter que le groupe *hausa-fulani* a tendance à

(2) Depuis cette crise du *Queen Amina College*, l'État de Kaduna a été divisé en deux : Kaduna et Katsina. Kaduna (le nouveau) est composé de musulmans et chrétiens, mais Katsina State est presque totalement musulman.

considérer les *Netzig* comme des « *arna* » (païens) et des « *gwarawa* » (primitifs). Cette rapide description nous permet de comprendre les événements de Kafanchan.

Le 5 mars 1987, un meeting évangélique chrétien eut lieu au *Kafanchan College of Education*. Pendant que la réunion se déroulait, une étudiante musulmane, présente à proximité du lieu, affirma avoir entendu un discours traduisant mal le Coran et dénigrant l'islam et son prophète. Elle mobilisait aussitôt ses camarades musulmans et, ensemble, ils interrompaient le meeting en interpellant violemment l'intervenant. La réunion se terminait par un pugilat entre les deux camps au cours duquel quelques étudiants furent blessés. Suite à l'intervention des autorités de l'école, la situation se calmait enfin. Mais au cours du week-end, les militants de la *Muslim Students Society* et ceux du *Fellowship of Christian Students* défilaient dans la ville, impliquant la communauté locale dans la querelle. Les *Netzig* ont perçu ces manifestations comme une tentative de la « classe dirigeante » *Hausa-Fulani* de leur interdire la pratique de leur religion dans leur « propre pays ». Leur rancœur contre ce groupe a explosé en expéditions « punitives », au cours desquelles 12 personnes, la plupart *Hausa-Fulani*, trouvaient la mort.

Grâce aux moyens de communication radiophonique, la nouvelle se répercutait aussitôt dans l'État et, vingt-quatre heures plus tard, les représailles des *Hausa-Fulani* contre les chrétiens se succédaient dans les villes de Kaduna, Zaria, Funtua, Kankia, Daura et Katsina, toutes dans l'État de Kaduna. Le bilan des victimes était lourd (3), mais il l'était plus encore sur le plan poli-

tique et psychologique. Aussi bien dans la communauté musulmane que chrétienne, les gens commençaient à craindre pour leur sécurité partout où ils constituent un groupe minoritaire. Le résultat en est que, depuis avril 1987, beaucoup de travailleurs ont démissionné pour aller trouver du travail dans leur « propre » pays. Une tendance très inquiétante pour un pays aussi divers.

Maints auteurs ont déjà observé la montée de l'intégrisme au Nigeria depuis les années 1970. Le bilan de cette flambée est très lourd. A titre d'exemple, les émeutes de « Maïtatsine » à Kano en 1980 ont provoqué la mort de plus de 5 000 personnes. Aussi bien dans la communauté musulmane que chrétienne, on observe des contestations intraconfessionnelles très vives et souvent violentes.

Par contre les conflits entre les religions représentent toutefois une donnée nouvelle et beaucoup plus grave, puisque ce domaine autorise difficilement le compromis au Nigeria. Dans la plupart des États nigériens, on trouve les deux religions « importées » (islam et christianisme) dans des proportions variables, ainsi que les religions traditionnelles dites païennes. Les politiciens nigériens ont tendance à récupérer les différences sociales, y compris l'enjeu qu'est la religion pour leur propre compte. L'exemple libanais montre cependant qu'une fois amorcé, le conflit religieux échappe totalement au contrôle du Prince.

Jibria Ibrahim
(Décembre 1987)

(3) 19 personnes tuées, 169 « beer parlours », 152 maisons, 152 églises, 5 mosquées, 95 véhicules détruits.